



Des deux côtés du guichet Contre la réforme de l'assurance chômage

Après le discours du candidat Macron, personne n'est dupe, le gouvernement s'attaque encore aux plus précaires, rendant les travailleurs privés d'emploi responsables du chômage. L'objectif est clair, diminuer drastiquement le taux de chômage avant les prochaines échéances électorales. Après cette crise sanitaire inédite qui n'est pas encore terminée, c'est bien une crise sociale et économique que nous connaissons. La CGT en appelle à une nouvelle politique sociale. **La CGT Privés d'emploi revendique un revenu décent et une indemnisation pour tous de toutes les formes de chômage et de précarité. La CGT Pôle Emploi revendique des moyens humains supplémentaires en CDI afin d'assurer ses missions d'indemnisation et d'accompagnement.**

Des deux côtés du guichet, nous revendiquons :

- **l'annulation de la réforme assurance-chômage imposée par décret,**
- **le transfert des moyens alloués au contrôle de recherche d'emploi vers l'accompagnement des privés d'emploi.**

L'urgence à annuler la réforme assurance-chômage :

Cette réforme, c'est 1,15 millions de précaires qui verront leurs droits baisser en moyenne de 17% et pour certains jusqu'à 30% ! 600 000 travailleurs ne pourront plus ouvrir de droits du tout.

En première ligne, **les agents de Pôle Emploi seront amenés à informer les usagers de ces décisions injustes, risquant ainsi une augmentation des tensions à l'accueil.**

Ce décret s'attaque bien aux plus précaires, contraignant à 6 mois d'activités au lieu de 4 mois pour ouvrir des droits à indemnisation, imposant une modification du calcul du salaire journalier de référence qui pénalise les travailleurs privés d'emploi subissant des périodes de contrats précaires et des périodes de chômage. **Il s'agit bien de mesures renforçant la pauvreté. Il s'agit d'une remise en cause de la mission de service public allouée à Pôle Emploi, en continuité des attaques gouvernementales amenant la déstructuration des services publics.**

La CNTPEP CGT revendique d'indemniser décemment 100% des personnes sans emploi, c'est possible et vital.

CGT PE revendique que tout privé d'emploi doit pouvoir avoir une explication sur son indemnisation. Il y a urgence à recruter et former des agents en charge de l'indemnisation. Pour autant, il est nécessaire que cette indemnisation soit un réel revenu de remplacement afin de garantir un accompagnement.

Des deux côtés du guichet, nos deux organisations revendiquent l'abrogation pure et simple de cette réforme assurance chômage.

L'urgence de cesser les contrôles de recherche d'emploi :

Pendant la crise sanitaire, les contrôles de recherche d'emploi ont été suspendus. Mais rappelons que la crise sanitaire s'est accompagnée d'une crise économique et sociale sans précédent et plus que préoccupante. Pendant plus d'un an, le chômage partiel dans certains secteurs les recrutements en forte baisse dans d'autres n'ont pas permis à des milliers de salariés privés d'emploi de retrouver un emploi. Non, « traverser la rue ne suffit pas à trouver un emploi ».

C'est dans ce contexte inédit que le président annonce un renforcement des contrôles de recherche d'emploi, avec une augmentation de ceux-ci de 25% dans les 6 prochains mois. Sans même demander une vérification des offres disponibles sur le site internet de Pôle-Emploi qui sont pour 54% d'entre-elles mensongères ou inexistantes !

La CNTPEP CGT revendique un emploi correctement rémunéré, librement choisi et socialement utile, une véritable politique de formations, choisies par les chômeurs.

CGT PE revendique que tout privé d'emploi doit pouvoir bénéficier, s'il le souhaite, d'un accompagnement individuel et personnalisé. La confiance établie dans cette relation n'est pas compatible avec une politique de contrôle et de sanction.

Des deux côtés du guichet, nos deux organisations revendiquent l'arrêt du contrôle de la recherche d'emploi et le transfert des moyens vers les missions d'accompagnement.

A l'heure où la France tente de sortir d'une des pires crises sanitaires de son histoire, à l'heure où la situation sociale et économique appelle à des mesures fortes visant notamment au renforcement de notre modèle social, le président de la république et son gouvernement accélèrent leur politique libérale et annoncent de nouveaux reculs sociaux, ciblant les plus précaires et les privés d'emploi. Il s'agit bien d'une remise en cause idéologique des missions du service public de l'emploi !

Il est temps d'en finir avec ce mépris, il est temps d'en finir avec les inégalités, la CGT appelle les privés d'emploi et l'ensemble des agents de Pôle Emploi à se mobiliser pour un service public de l'emploi respectueux de ses usagers de ses agents !



Le 4 décembre 2021
Des deux côtés du guichet,
TOUS ENSEMBLE DANS LA RUE :
Pour l'indemnisation de toutes et tous !
Pour un Service Public de l'Emploi
respectueux de ses usagers et de ses agents !